

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Région académique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître d'Ouvrage

Rectorat de région académique de Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – ZAC de Dothémare
BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX

Objet du marché

Réfection et rénovation de la GTB du rectorat de la Guadeloupe_site de
Dothémare Les Abymes

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Mode de passation du marché	4
1-3. Décomposition en tranches et en lots	4
1-4. Intervenants	4
1-5. Dispositions générales	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3. PRIX DU MARCHE	8
3-1. Caractéristiques des prix	8
3-2. Modalités de variation des prix	8
3-3. Répartition des dépenses communes.....	9
ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	9
4-1. Garantie financière	9
4-2. Avance	9
ARTICLE 5. MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES.....	9
5-1. Modalités du règlement des comptes et présentation des demande de paiement.....	9
5-2. Approvisionnements	10
5-3. Paiement des co-traitants et sous-traitants	10
ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX – PENALITES ET PRIMES	11
6-1. Délai d'exécution des travaux.....	11
6-2. Prolongation du délai d'exécution	11
6-3. Pénalités pour retard – prime d'avance	11
ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	12
7-1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	12
7-2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	12
ARTICLE 8. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	12
8-1. Gestion des déchets	12
8-2. Repliement des installations et remise en état des lieux	13
8-3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	13
8-4. Documents à fournir après exécution	13
ARTICLE 9. RECEPTION DES TRAVAUX.....	13
9-1. Dispositions applicables à la réception	13
9-2. Réception partielle et prise de possession anticipée	14
9-3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	14
ARTICLE 10. GARANTIES	14
10-1. Délai de garantie	14
10-2. Garanties particulières	14
10-3. Mise au courant et formation du personnel exploitant	14
ARTICLE 11. RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché concernent la réfection et la rénovation de la GTB du rectorat de la Guadeloupe à Dothémare Les Abymes.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans l'étude de faisabilité.

1-2. Mode de passation du marché

Le présent marché est passé suivant la procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

1-3. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1-4. Intervenants

1-4.1. Maître de l'ouvrage

Rectorat de région académique de la Guadeloupe
Parc d'activités la Providence – Zac de Dothémare
BP 480
97183 LES ABYMES CEDEX

1.4.2. Bureau d'études

- OPCET : Tél 0590 25 85 45/ 0690 54 34 14
mail : h.monar@opcet.com

1-4.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail ;

- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-5.3. ci-après.

1-5. Dispositions générales

1-5.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article R341-36 du code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 5 %.

1-5.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-

2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-5.3. Responsabilités et Assurances

1-5.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-5.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

1-5.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire ;

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-5.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-5.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celle du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.122-7 du code de la commande publique.

1-5.5. Clauses sociales et environnementales

1-5.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-5.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- L'étude de faisabilité et ses annexes
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- L'offre technique (mémoire) de l'entreprise ;

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses administrative générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable au marchés publics de travaux ;

ARTICLE 3. PRIX DU MARCHE

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes pendant toute la durée du marché.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Sans objet.

ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1- Garantie financière

Sans objet.

4.2- Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 20 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5-1. Modalités du règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG – travaux.

L'entreprise déposera ses demandes de paiement après visa du maître d'ouvrage, sur le portail Chorus Pro.

Les demandes de paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées conformément à la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

5-2. Approvisionnements

Sans objet.

5-3. Paiement des cotraitants et sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article R2193 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

En cas de sous-traitance du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

6-1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois à compter de la date de notification du marché.

6-2. Prolongation du délai d'exécution

Concernant la prolongation du délai d'exécution, seules les stipulations de l'article 18-2 du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

6-3. Pénalités pour retard – Primes d'avance

Concernant les pénalités journalières de retard, seules les stipulations de l'article 19-2 du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat.

6.3.1. Retard dans l'exécution des travaux

Le titulaire subit, en cas de non-respect du délai d'exécution des travaux ou du non-respect des dates jalon d'achèvement des installations, tels que ces délais ressortent du calendrier détaillé d'exécution défini à l'article 6.1 du présent CCAP, une pénalité ou retenue dont le montant est fixé à 200 euros TTC par jour calendaire de retard.

Des retenues journalières calculées selon indications du paragraphe ci-avant, pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

6.3.2. Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 9.1 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 500 € TTC (cinq cent Euros).

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

6.3.4. Pénalités pour non déclaration de sous-traitant

La déclaration du sous-traitant étant obligatoire, une pénalité de 250 Euros TTC par jour calendaire, courant de la date de découverte du sous-traitant non déclaré à la date d'acceptation du sous-traitant après réception de la déclaration sera appliquée sur simple constat par le maître de l'ouvrage. Cette pénalité est retirée de la demande d'acompte qui suit le constat.

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux et produits dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Le titulaire ne peut la modifier que si le Maître d'ouvrage l'y autorise par écrit.

Les matériaux et produits utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux et produits à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le bureau d'études et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire agréé qui sera accepté par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

8.1. Gestion des déchets

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.2. Repliement des installations et remise en état des lieux

Le repliement des installations et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

8.3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Ces essais et contrôles seront exécutés sur site par le titulaire du marché.

Les dispositions du C.C.A.G.-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'ouvrage sur proposition du bureau d'études se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché.

8.4. Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les pièces écrites et graphiques (les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire) nécessaires pour assurer l'exploitation immédiate du bâtiment
- tous les P.V. d'essais., etc... ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages en langue française, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- la nomenclature des pièces de rechange à approvisionner couramment, indiquant leur désignation,
- le nom et l'adresse des fournisseurs ;
- la nomenclature codifiée du matériel ;

- les bons de garantie du matériel d'équipement ;
- les copies des quittances des primes d'assurances du titulaire .
-

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'ouvrage au plus tard à la date des OPR fixée par le bureau d'études.

ARTICLE 9 : RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Dispositions applicables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- Le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le bureau d'études de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le bureau d'études aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

9.2. Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

9.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

ARTICLE 10 : GARANTIES

10.1. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

10.2. Garanties particulières

Sans objet.

10.3. Mise au courant et formation du personnel exploitant

L'entreprise est tenue d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Il indique la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est désigné par le Maître d'ouvrage parmi ses effectifs ou ses exploitants.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire part au Maître d'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel reçu en formation.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le Maître d'ouvrage, l'entrepreneur met à sa disposition les représentants compétents pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations, et ce jusqu'à entière satisfaction du Maître d'ouvrage.

Tous les documents d'exécution et notices de fonctionnement doivent avoir été fournis avant les formations.

L'entreprise doit notamment :

- informer le personnel utilisateur des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement,
- présenter en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement,
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles, en simulant ces dernières.

Cette prestation de formation du personnel est assurée par l'intermédiaire du personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement.

Cette prestation est conclue par la remise d'un document de synthèse précisant le contenu de la formation dispensée, accompagné d'un procès-verbal attestant que la formation a bien été dispensée et des feuilles de présence signées.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

1-5-3-4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
6.3.2	déroge à l'article	19-3 du CCAG
8.4	déroge à l'article	40 du CCAG
9.1	déroge aux articles	41-1 à 41-3 du CCAG